

BULLETIN DOCUMENTAIRE



N°1268 08 au 21 novembre 2024



Focus

Replay - "Les collectivités concernées par l'approche Une Seule Santé" - L'approche Une Seule Santé : une boussole pour les politiques publiques locales ?- Webinaire 2

CNFPT, 12/11/2024, 110 mn

https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pj4l3sozjdqc/

L'approche Une Seule Santé, ou « One Health », entre dans les politiques locales à la faveur des transitions à conduire. Le CNFPT propose sur le 2e semestre 2024 une série de webinaires pour comprendre le concept et voir pourquoi et comment les collectivités doivent y contribuer et peuvent y trouver un levier d'action et de mobilisation.

Du concept scientifique à l'opérationnalisation par et pour les collectivités, via des objets tels que les aménagements, la renaturation ou l'alimentation.

Fil des trois webinaires :

- Questionner : à quoi sert le concept ?
- Quels apports quelles limites pour les enjeux des collectivités
- quelles contributions des collectivités ? Lier science et action publique locale, sens et méthodologies.

https://padlet.com/berangereguillet/les-collectivit-s-concern-es-par-l-approche-une-seule

Replay - Série "Les violences faites aux femmes" : comprendre pour agir - Webinaire 1 CNFPT, 05/11/2024, 120 mn

https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pd2n5zo1rjp9/?launcher=false

1er webinaire d'une série sur les violences faites aux femmes organisée par le service de spécialités Inclusion sociale de l'INSET d'Angers. Intervenante : Ernestine Ronai, Responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes du conseil départemental de la Seine Saint-Denis.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques Social/Santé



On vous signale une expérience

Centre national de la fonction publique territoriale Centre de Ressources Documentaires - INSET Angers

Action éducative/Restauration scolaire/Sport

Handicap : des accompagnantes se forment et deviennent animatrices

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 44

https://www.lagazettedescommunes.com/953948/des-accompagnantes-se-forment-

Une formation à l'animation pour huit accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH) est financée par la communauté d'agglomération du Grand Chalon (Saône-et-Loire, 51 communes, 118 000 hab.)

Harcèlement scolaire : quelles avancées ? [Podcast]

France culture, 04/11/2024, 59 mn

https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/etre-et-savoir/harcelement-scolaire-

À l'approche de la journée de lutte contre le harcèlement le 7 novembre 2024, bilan des actions et initiatives sur ce sujet, aujourd'hui très médiatisé.

AVEC:

- Jean-Pierre Bellon Professeur de philosophie, co-créateur du programme pHARre
- Benoît Galand Docteur en psychologie et professeur en sciences de l'éducation à l'Université catholique de Louvain (UCL)
- Alexandra Leghmizi Responsable Départementale de lutte contre le Harcèlement scolaire à la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale du Val-de-Marne (94)

PDes bancs pour rompre l'isolement des écoliers

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 52

Les élèves de Val-de-Reuil (Eure, 15 000 habitants) peuvent échanger et partager leurs maux en s'asseyant sur ces sièges.

Cantines : garantir une alimentation de qualité

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 48-49

Trois communes gérant le service en régie expliquent leur organisation.

Le design actif fait bouger les territoires

Brief magazine, 11/2024, n° 122, p. 36-37

Après les champions, place à la population. Levier de lutte contre la sédentarité, le design actif a pour vocation de sortir l'activité physique des stades pour l'intégrer à la ville, au bénéfice de tous. Un terrain de jeu pour les communicants.

Je ne décroche pas, je me construis! : Bâtir ensemble les conditions de garantie des chances : prévention, intervention et remédiation du décrochage scolaire en Pays de la Loire

CESER Pays-de-la-Loire, 2024, 108 p.

https://ceser.paysdelaloire.fr/liste-etudes/je-ne-decroche-pas-je-me-construis-batir-

Processus complexe, le décrochage scolaire peut être la conséquence de causes multiples et revêtir des formes très diverses. En Pays de la Loire, plus de 5 000 jeunes de moins de 18 ans sont concernés. Ces dernières années, de nouveaux éléments contextuels ont influé sur ce phénomène, tantôt de façon négative comme la pandémie de Covid-19 et ses conséquences (santé mentale, désocialisation) ou encore une pression accrue sur l'orientation, ou à l'inverse de façon positive avec par exemple une politique volontariste menée par le Conseil régional. Où en sommes-nous ? Qu'en disent les jeunes et les professionnels qui les accompagnent ? Ce sont les questions que le CESER s'est posé tout au long de cette étude

Découvrir le monde / Ministère des sports, de la jeunesse, de la vie associative, consulté le 19/11/2024 https://www.decouvrirlemonde.jeunes.gouv.fr/

Le site decouvrirlemonde.jeunes.gouv.fr a pour objectifs d'aider les jeunes à construire leurs projets de mobilité que ce soit pour se former, travailler ou encore s'engager pour une cause solidaire, les aiguiller dans leurs choix, les préparer à l'expérience à l'international, les informer sur l'actualité des programmes de mobilité et d'engagement en Europe et à l'international, enfin leur donner envie de se lancer.

Aménagement et développement des territoires

Mobilité: Un tramway nommé "emprunt citoyen"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 81 Métropole de Brest (Finistère) 8 communes - 212 000 hab.

Des habitants ont permis à l'interco de récolter près d'un million d'euros pour le tram. Un acte plus symbolique que nécessaire.

Les impacts territoriaux du télétravail : angle mort des politiques publiques ? / France Stratégie Inspection générale de l'environnement et du développement durable, 15/11/2024, 152 p.

https://www.strategie.gouv.fr/publications/impacts-territoriaux-teletravail-angle-mort-

En 2023, 19 % des salariés français, en majorité des cadres, ont eu recours au télétravail, plus fréquent dans les grandes agglomérations. Hors région parisienne, 22 % des salariés qui résident dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants télétravaillent, contre moins de 13 % dans les autres agglomérations. Par ailleurs, la part des emplois télétravaillables varie également selon les territoires : plus de 50 % des emplois en Île-de-France, contre moins de 40 % dans les autres régions

Des rencontres citoyennes contribuent aux décisions dans les communes rurales

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 42-43

https://www.lagazettedescommunes.com/954166/des-rencontres-citoyennes-contribuent

Le département du Lot a lancé une expérience afin de promouvoir des projets d'aménagement et faciliter la participation des citoyens dans leur réflexion et leur conception. Ce dispositif s'adresse aux communes rurales souhaitant mettre en valeur son territoire, mais qui manquent d'expertise humaine et technique en interne. Une aide à la participation citoyenne et en ingénierie est offerte aux communes sélectionnées pour la mise en œuvre de projets avec les habitants.

« Le projet alimentaire territorial réinterroge le développement local »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 45

https://www.lagazettedescommunes.com/954412/marie-lemarie-boutry-le-projet-alimentaire-

Mayté Banzo, géographe (université Bordeaux-Montaigne), Marie Lemarié-Boutry, économiste (Bordeaux Sciences-agro) ont coordonné "Les projets alimentaires territoriaux" (éditions Quæ, août 2024), ouvrage fondé sur l'étude de 22 PAT de Nouvelle-Aquitaine.

Plan vélo à l'arrêt : quelles conséquences concrètes pour les collectivités ?

Courrierdesmaires.fr, 06/11/2024

https://www.courrierdesmaires.fr/article/plan-velo-a-l-arret-quelles-consequences-concretes

La colère était à son comble, aux Rencontres vélo et territoires ce 6 novembre à Vannes, suite à l'arrêt brutal du financement du plan vélo et marche. Les 415 projets retenus l'an dernier par l'Etat se retrouvent en effet dans le fossé. Quelles sont les conséquences ? Existent-ils des solutions alternatives ? Décryptage.

Nantes en quête d'inspirations pour le devenir de l'Hôtel-Dieu

Traits urbains, 11/2024, n° 146, p. 62-63

Fin 2017, Nantes Métropole récupérera l'emprise de 10 hectares de l'actuel Hôtel-Dieu situé au coeur de la ville. Quel avenir envisage-t-elle pour ce site exceptionnel qui borde également la Loire ? En amont des études, sur la base d'une méthode qualifiée "d'inédite et de novatrice", la collectivité s'est lancée dans une phase dite d'"inspirations". Au pluriel. . .

Revitaliser les villages : un enjeu crucial

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 44-47

Lutter contre le sentiment d'abandon, éviter les communes dortoirs, créer des commerces, revivifier les liens sociaux. Des maires de petites villes et bourgs ruraux fourmillent d'idées pour relever ces défis, vécus comme des urgences pour leurs habitants. Aucun ne prétend avoir la recette magique, certains admettent même des plantages. Mais tous partagent une conviction : c'est cela ou mourir !

Changements de cap [Dossier]

Traits urbains, 11/2024, n° 146, p. 30-39

Des changements de cap sont à l'œuvre dans les grands projets urbains. Phase après phase, par petites touches ou de façon plus marquée, des équilibres se modifient entre le bâti et le non bâti, les surfaces imperméabilisées ou non, la nature et l'emplacement des plantations, la place ménagée à l'eau, la proportion de logements, la typologie des activités économiques le cas échéant. Des évolutions qui concernent le contenu des projets mais aussi les documents d'urbanisme qui rendent possibles ces projets. En attendant qu'aboutissent les réflexions sur le montage des opérations et sur la "valeur" de leurs différentes composantes. Dans les pages qui suivent s'expriment des points de vue nantais, lyonnais et annécien sur les nouvelles approches

Pézenas apaise la départementale

Traits urbains, 11/2024, n° 146, p. 80-81

Malgré des ressources budgétaires limitées, la municipalité de Pézenas a lancé un important projet afin de transformer une route départementale transversale en boulevard urbain. La concertation est le maître mot de ce chantier qui doit contribuer à changer l'image de la cité, et permettre d'engranger une dynamique pour tout le centre-ville.

Mobilité : Lutter contre les zones blanches

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 36-37

Les communautés de communes bâtissent des solutions qui commencent à se déployer.

Culture

Pass Culture, un outil pour travailler l'illectronisme dans la culture

Observatoire des politiques culturelles, 15/11/2024

https://www.observatoire-culture.net/pass-culture-outil-pour-travailler-lillectronisme-dans-la-culture/

Pensé pour réduire les inégalités d'accès des jeunes à la culture et diversifier leurs goûts, le pass Culture a-t-il réellement échoué à être ce sésame de la démocratisation ? Une autre hypothèse peut être avancée en déplaçant la focale sur ses atouts en matière de politiques culturelles numériques et en dépassant une approche strictement « solutionniste ».

Comment les écoles d'arts intègrent progressivement le handicap

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 46-47 https://www.lagazettedescommunes.com/954162/comment-les-ecoles-darts-integrent-

La prise en compte du handicap est inscrite dans les schémas départementaux des enseignements artistiques pour faire évoluer l'accessibilité des pratiques. Les élèves accueillis peuvent souffrir de troubles cognitifs et comportementaux (DYS), de troubles du spectre autistique, de handicaps physiques ou psychiques. L'accueil s'organise autour d'un référent handicap, lorsqu'il y en a un, avec le concours volontaire des enseignants, eux-mêmes soutenus par des acteurs locaux.

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Le reconditionnement comme règle de base d'achat

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 75

L'acquisition d'ordinateurs reconditionnés impose de franchir quelques paliers, dont la mise en place d'une filière locale

La participation citoyenne cherche encore son format idéal

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 62-64 POURQUOI ?

D'autres approches que les réunions publiques sont testées pour tenter d'élargir le panel de citoyens participant à ceux qui n'ont pas le temps ou les moyens de s'y déplacer. POUR QUI ?

Les collectivités se saisissent notamment d'outils numériques afin d'impliquer les habitants dans la redynamisation de quartiers ou les budgets participatifs communaux.

COMMENT ?

Une plateforme numérique centralisée, consultée et mise à jour régulièrement, peut servir d'appui ou de complément aux modes de consultation classiques.

État et collectivités territoriales : une décentralisation encalminée, des relations dégradées TheConversation.com, 17/11/2024

https://theconversation.com/etat-et-collectivites-territoriales-une-decentralisation-

Le 106e Congrès des Maires de France a lieu du 19 au 21 novembre. Où en est le processus de décentralisation ? Pourquoi les relations entre l'État et les collectivités territoriales sont-elles de plus en plus conflictuelles ?

Doublons, vous avez dit doublons. . .

Lagazettedescommunes.com, 14/11/2024

https://www.lagazettedescommunes.com/955501/doublons-vous-avez-dit-doublons

Ciblés depuis des années par les think tanks, gouvernements successifs et élus locaux, les doublons administratifs sont à nouveau dans le viseur de l'exécutif. Cependant, leur suppression risque de ne pas être si facile.

La petite régie funéraire s'affirme face au monopole privé

lettreducadre.fr, 14/11/2024

https://www.lettreducadre.fr/article/la-petite-regie-funeraire-s-affirme-face-au-monopole-prive.54787

Après trente ans de monopole privé, la commune de Saint-Fargeau-Ponthierry a créé une régie funéraire de toutes pièces, pour gérer les pompes funèbres municipales. Une initiative aussi rare qu'osée.

Les droits des usagers des services publics face aux algorithmes et aux systèmes d'IA : points de vigilance et recommandations de la Défenseure des droits

Defenseurdesdroits.fr, 13/11/2024

https://www.defenseurdesdroits.fr/les-droits-des-usagers-des-services-publics-face-

Face au nombre croissant de décisions administratives individuelles prises sur la base de résultats livrés par des algorithmes ou systèmes d'IA, la Défenseure des droits s'inquiète des risques qu'induit cette algorithmisation des services publics pour les droits des usagers. Elle présente plusieurs recommandations afin que les garanties prévues par la loi soient pleinement concrétisées.

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/2024-11/DDD_rapport_algorithmes-

"Le potentiel des référendums locaux reste largement inexploité"

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 11/2024, n° 379, p. 14-16

Entretien avec Paul Cébille, spécialiste de l'opinion publique et de la démocratie locale.

À Teillé, le maire est un binôme

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 11/2024, n° 11, p. 568-569

Alors que le Parlement s'inquiète de la fonction élective municipale, la presse enchaîne les éclairages sur ces "maires qui démissionnent". Charge mentale, manque de formation et de soutien, agressivité de la population. . . et si la solution, comme à la maison, était dans le partage des tâches ? Pour faire face à la lourde responsabilité de maire, à Teillé (44), on a décidé d'en avoir. . . deux ! Exploration de cette innovation institutionnelle au cœur du Pays d'Ancenis.

La formation des élus locaux [50 questions-réponses]

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 11/2024, 15 p.

https://www.courrierdesmaires.fr/archives/consulter-le-magazine/3792,815

Au sommaire:

- un droit individuel de chaque élu
- une obligation des collectivités et EPCI
- une activité très réglementée

https://www.courrierdesmaires.fr/50-questions/

Economie

La réindustrialisation de la France : perspectives et contraintes. À propos du rapport de France Stratégie sur la réindustrialisation à l'horizon 2035 / PAPON Pierre

Futuribles, 11/2024, n° 463, p. 39-48

https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2024-6-page-39?lang=fr

La réindustrialisation de la France est à l'ordre du jour depuis une décennie, et les causes de sa désindustrialisation sont l'objet d'un débat. L'expansion du commerce international et l'industrialisation des pays en développement, notamment celle de la Chine, ont été accompagnées en Europe, en France en particulier, par une politique de délocalisation de la production industrielle. Ce processus de mondialisation a contribué à la perte d'emplois au profit de certains d'entre eux (l'Inde pour l'industrie pharmaceutique). L'économiste Élie Cohen a souligné, dans son livre sur la « souveraineté industrielle », que le concept de « politique industrielle » était devenu tabou, en France, au début du siècle, et celle-ci s'était alors engagée sur la voie d'un lent déclin industriel. Des dirigeants d'entreprises préconisaient d'ailleurs que celles-ci soient sans usines.

Vers la société de déconsommation ? Tendances et perspectives de la consommation en France / DESAUNAY Cécile

Futuribles, 11/2024, n° 463, p. 17-38

https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2024-6-page-17?lang=fr

En 2022 et 2023, la France a connu, comme tous les pays européens, sa plus forte période d'inflation depuis les années 1980, qui a entraîné un repli presque symétrique de la consommation des ménages. Ainsi, les prix de l'alimentation ont crû de 12 % en 2023 et ceux de l'énergie, de 23 %. En réponse, les ménages ont réduit leurs dépenses alimentaires de 8 % entre juillet 2022 et juillet 2023.

Emploi/Formation

Handicap: quand l'adaptation se rapproche de la norme

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 44-46

Point d'orgue du recrutement des agents en situation de handicap, la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH), qui se tient du 18 au 24 novembre, est l'occasion de revenir sur les démarches d'inclusion des collectivités territoriales.

Harcèlement sexuel au travail : Former pour faire changer les esprits

Inffo formation (L'), 15/11/2024, n° 1086, p. 9-14

Le 19 octobre 2024, militantes et associations féministes appelaient à manifester dans toute la France en soutien à toutes les victimes de viols. Depuis la vague MeToo et les évolutions réglementaires qui l'ont suivie, les formations à la lutte contre les agissements sexistes et le harcèlement sexuel dans l'emploi se multiplient dans le privé comme le public. Un outil majeur de prévention, mais aussi de modification des standards culturels au travail et, pour les entreprises, de réduction des risques de plaintes devant les prud'hommes. Si ce sont aujourd'hui surtout les référentes "harcèlement sexuel" qui bénéficient de ces formations, des voix s'élèvent pour appeler à former tous les managers, les services RH, les acteurs de prévention et même l'ensemble du collectif de travail.

Contrats d'apprentissage : des ruptures souvent liées aux conditions de travail

Vie-publique.fr, 06/11/2024

https://www.vie-publique.fr/en-bref/296022-contrats-dapprentissage-des-ruptures-

36% des apprentis ayant commencé une formation de niveau certificat d'aptitude professionnelle (CAP) à bac+2 à la rentrée 2018 ont rompu un contrat durant la première année et demie de leur apprentissage. Les jeunes concernés invoquent surtout des conditions de travail insatisfaisantes. Une étude publiée le 31 octobre 2024 par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) analyse les ruptures de contrats d'apprentissage commencés en 2018 pour une formation de deux ou trois ans.

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/quelles-causes-aux-ruptures-des-contrats

Dans les Pays de la Loire, une réflexion collective sur l'accès à la formation des bénéficiaires du RSA

Banquedesterritoires.fr, 30/10/2024

https://www.banquedesterritoires.fr/dans-les-pays-de-la-loire-une-reflexion-collective-

La région Pays de la Loire a organisé une réunion avec les acteurs du Réseau pour l'emploi et les conseils départementaux consacrée à l'accès à la formation des bénéficiaires du RSA. En est ressortie la nécessité de "maintenir une dynamique d'accompagnement collective, avant, pendant et après la formation".

Finances publiques/Gestion locale

Le service public doit-il être rentable ? [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 56-61

- Efficience : Préférée au terme de « rentabilité » qui, dans son acception strictement économique, ne s'applique pas au service public, « l'efficience » est totalement entrée dans le vocabulaire et dans les objectifs des décideurs territoriaux.
- Outils : Pour optimiser les dépenses publiques au regard du service attendu auprès de la population, plusieurs outils nourrissent la réflexion. Il s'agit des démarches de contrôle de gestion, de la comptabilité analytique et de la tarification des services.
- Qualité : Un prisme de performance uniquement financier peut contribuer à dégrader la qualité du service public.

Cette approche ne se révèle d'ailleurs pas pertinente, compte tenu des spécificités des collectivités locales.

Panorama des modes de gestion des services funéraires

Lagazettedescommunes.com, 15/11/2024

https://www.lagazettedescommunes.com/955170/panorama-des-modes-de-gestion-

La création du cimetière est de la compétence de l'organe délibérant de la commune. Sa gestion est une dépense obligatoire, ponctionnée sur le budget général de la commune. Quant au service extérieur des pompes funèbres, service public à caractère industriel et commercial, il a été ouvert à la concurrence. Enfin, la gestion des crématoriums peut être assurée directement par la commune, ou l'interco dotée de la compétence, ou bien déléguée à un opérateur tiers. Explications.

La dette jusqu'où ? [Dossier]

Cahiers français, 11/2024, n° 442, p. 1-85

- Comprendre la dette
- L'irrésistible ascension de la dette publique depuis 1974
- La dette publique française en regard des grands pays de l'OCDE
- Comment la dette est-elle financée ?
- L'endettement, jusqu'où ?
- Le haut niveau de dette des ménages et des entreprises en France
- Comment se désendetter

https://www.vie-publique.fr/catalogue/295936-la-dette-jusquou

Un « partenariat » en trompe l'œil entre l'État et les collectivités territoriales

LFT: lettre du financier territorial (La), 11/2024, n° 403, p. 26-30

La revendication d'un "partenariat", notamment financier, entre l'État et les collectivités territoriales, semble avoir été entendue avec la création d'un ministère qui pour la première fois y fait clairement référence. Pourtant il s'agit d'un "partenariat" en trompe l'œil car l'État n'a pas de partenaires, et encore moins le législateur, comme le confirme la manière dont il instrumentalise les ressources dédiées aux collectivités pour "redresser" les finances publiques.

Collectivités territoriales : plus que 10 milliards à trouver pour le climat

Alternatives économiques, 11/2024, n° 452, p. 66-67

En progrès, les investissements des collectivités locales pour le climat passent la barre symbolique des 10 milliards d'euros. Mais il faudrait doubler l'effort.

Transition écologique des territoires : le rôle clé des collectivités locales et des banques publiques de développement / DORNIER LAPOUGE Renaud

AFIGESE, 09/2024, n° 81, p. 7-8

https://afigese.fr/wp-content/uploads/2024/10/Lettre-info-n%C2%B081.pdf?

Les collectivités territoriales réalisent près de 70% des investissements publics, faisant d'elles des acteurs clés de la transition écologique en France. Atteindre les objectifs globaux français de décarbonation d'ici 2030 nécessite 66 Mds€ d'investissements supplémentaires par an. Quel rôle décisif les banques publiques de développement sont-elles appelées à jouer ? Éléments de réponse

Grâce à l'IA, bientôt les grandes vacances toute l'année pour les contrôleurs de gestion ? / PARIER Elodie

AFIGESE, 09/2024, n° 81, p. 3-4

https://afigese.fr/wp-content/uploads/2024/10/Lettre-info-n%C2%B081.pdf?

On en parle beaucoup, on ne peut pas faire comme si elle n'existait pas. Mais qu'est-ce que l'Intelligence Artificielle (IA) peut faire, au juste ? qu'est-ce qu'elle ne peut pas faire ? Par exemple, quelles sont les pistes d'utilisation pour le contrôle de gestion externe, et plus

particulièrement son application à la gestion active des DSP ?

Fonction publique/Statut

Les absences ont diminué en 2023 dans la fonction publique

Maire-info.com, 20/11/2024

https://www.maire-info.com/article.asp?param=29131

Le rapport 2024 sur l'état de la fonction publique passe au crible les données de l'absentéisme public. Si les arrêts maladie diminuent partout, les personnels des collectivités sont les plus nombreux à s'absenter pour raison de santé. Un phénomène qui s'explique par le vieillissement de la territoriale, la sur-représentation des femmes et les métiers pénibles.

Code général de la fonction publique : création des livres ler et II de la partie réglementaire Lagazettedescommunes.com, 19/11/2024

https://www.lagazettedescommunes.com/956513/code-general-de-la-fonction-publique

Un décret du 6 novembre, paru ce mardi 19 novembre, crée les deux premiers livres de la partie réglementaire (articles en D et R) du code général de la fonction publique (CGFP). Une étape importante pour ce code, entré en vigueur en mars 2022, dans lequel doivent être intégrées progressivement les dispositions issues des décrets et arrêtés ministériels d'ici à fin 2025.

Transition écologique : Le forfait mobilité durable trace son chemin

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 48

Six mois après son entrée en vigueur, l'extension du forfait mobilité durable est diversement mise en place dans les collectivités.

Le cadre d'emplois des psychologues territoriaux

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 53-54

- Accès : Le recrutement des psychologues territoriaux intervient après inscription sur une liste d'aptitude établie à l'issue d'un concours sur titres avec épreuve.
- Concours : Les concours d'accès au cadre d'emplois de psychologue territorial ne comportent qu'une seule épreuve orale d'admission : un entretien avec le jury.
- Bonification : Ceux qui ont déjà exercé des fonctions similaires dans un établissement de soins public ou privé, ou préparé un doctorat, peuvent bénéficier d'une bonification d'ancienneté.

Tous les derniers chiffres à connaître sur la fonction publique

Lagazettedescommunes.com - Club RH, 18/11/2024

https://www.lagazettedescommunes.com/956306

La Direction générale de l'administration et de la fonction publique vient de rendre publique l'édition 2024 de son rapport annuel sur l'état du secteur, notamment en matière d'absences pour raisons de santé, alors que le gouvernement souhaite passer le délai de carence à trois jours. https://www.fonction-publique.gouv.fr/toutes-les-publications/rapport-annuel-

Le conseil de discipline dans la territoriale : dix questions

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 30-31 https://www.lagazettedescommunes.com/168614/le-conseil-de-discipline-dans-la-fonction-publique

Le conseil de discipline est un organe paritaire. Il est obligatoirement consulté, sauf pour les sanctions disciplinaires les moins sévères – celles du premier groupe comme les blâmes ou les avertissements. La loi du 6 août 2019 a supprimé les conseils de discipline de recours.

Les ruptures conventionnelles restent timides dans la fonction publique territoriale lettreducadre.fr, 08/11/2024

https://www.lettreducadre.fr/article/le-ruptures-conventionnelles-restent-timides-dans-la-fonction-

Depuis 2020, les agents de la fonction publique peuvent demandeur à leurs employeurs de procéder à une rupture conventionnelle, mettant terme à leur fonction à l'amiable. Le bilan, quatre ans après l'instauration de cette mesure en provenance du privé, est mitigé dans les collectivités. Peu en font un vrai outil de management.

Une fonction publique de la transition écologique / ANTOINE Nicolas

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 11/2024, n° 11, p. 553-557

Si le droit du travail s'est emparé aisément du sujet du fait de son caractère économique, le droit de la fonction publique tarde à se verdir. Pourtant, la fonction publique se doit d'être le reflet exemplaire de l'administration et des enjeux auxquels doit faire face l'État. La mutabilité du service public appelle à une transition de la fonction publique, parfois jugée rigide. Forfait mobilités durables, prise en charge des frais de transport, télétravail, négociations collectives vertes. . . Quel droit de la fonction publique pour la transition écologique ?

L'obligation d'obéissance hiérarchique [Dossier]

Informations administratives et juridiques (Les), 10/2024, n° 10, p. 2-14

Selon Albert Einstein, "l'obéissance aveugle en l'autorité est le plus grand ennemi de la vérité". Si l'obéissance hiérarchique est une obligation qui s'impose à tous les agents publics, elle ne saurait être absolue. Inhérente à l'organisation de l'administration, cette obligation est une règle essentielle de fonctionnement des collectivités. Ses exceptions sont strictement encadrées.

La formation et l'information syndicales des agents territoriaux

Informations administratives et juridiques (Les), 10/2024, n° 10, p. 16-23

La liberté syndicale concerne tous les agents publics, qu'ils soient ou non investis d'un mandat de représentant du personnel ou syndiqués. À ce titre, ils bénéficient du droit de s'absenter pour s'informer lors de réunions syndicales ou pour suivre des formations syndicales.

Information/Communication/TIC

Cybersécurité : où en sont les communes ?

Vie-publique.fr, 19/11/2024

https://www.vie-publique.fr/en-bref/296130-les-petites-communes-sont-particulierement-

Une commune sur dix déclare avoir été victime d'une ou de plusieurs cyberattaques au cours des douze derniers mois, selon un sondage OpinionWay pour Cybermalveillance.gouv.fr. Pour autant, 44% des collectivités interrogées s'estiment faiblement exposées aux risques et 77% indiquent dépenser moins de 2 000 euros par an pour la cybersécurité.

https://www.cybermalveillance.gouv.fr/tous-nos-contenus/actualites/cp-etude-2024-

La place de l'IA dans les start-ups françaises, 12/11/2024, 18mm36

https://podcasts.apple.com/fr/podcast/les-carnets-de-lia/id1621052526

Cette semaine, Manuel Davy reçoit Koussée Vaneecke, Présidente du Directoire d'EuraTechnologies, le centre névralgique de l'innovation et des startups à Lille, 1er hub de startups en France en 2024 selon le Financial Times. Pour mieux comprendre l'intégration et l'usage de l'intelligence artificielle par ses incubés, accélérés et résidents, EuraTechnologies a récemment mené une étude auprès des 600 startups qu'elle accompagne.

Koussée Vaneecke, classée dans le Palmarès 40 Femmes Forbes 2024, analyse pour nous les résultats de cette étude, révélant les principales préoccupations des entreprises qui façonnent l'IA de demain.

Comment ces start-ups parviennent-elles à commercialiser leurs solutions auprès de clients encore peu sensibilisés à l'intelligence artificielle ? Comment suivent-elles le rythme effréné des avancées technologiques ? Et surtout, les startups françaises ont-elles encore leur place dans un univers largement dominé par les acteurs américains ?

Les réponses à ces questions et bien plus encore dans cet épisode

Quand l'IA sert l'information géographique

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 38-40 https://www.lagazettedescommunes.com/954398/quand-lia-sert-linformation-geographique/

L'IA promet d'analyser rapidement un territoire et de simuler l'impact géographique des politiques publiques. L'IA nécessite des données parfaitement définies, ce qui existe déjà dans l'information géographique. Les données ouvertes et les productions de l'IGN rendant accessible l'utilisation de ces IA.

L'idéologie messianique des Big Tech / AIMAR Grégory

Futuribles, 11/2024, n° 463, p. 5-16

https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2024-6-page-5?lang=fr

Dire que l'intelligence artificielle a pris une place prépondérante dans notre quotidien depuis la découverte de ChatGPT par le grand public, en novembre 2022, est un euphémisme. L'IA est sur toutes les lèvres, les capitaines de la Tech enchaînent les annonces fracassantes et les comités d'éthique se multiplient. Tous appellent à une technologie responsable et humaine. On craint l'avènement des armes autonomes, la surveillance de masse, les cyberattaques, la prolifération des fake news, le déclassement des travailleurs humains. . . Mais, curieusement, aucune mention n'est faite de la dimension religieuse du phénomène. Or, sans cette clef de lecture des événements, il est impossible d'analyser les orientations prises par l'industrie ; impossible de comprendre les intentions de ses dirigeants ; impossible d'anticiper et de corriger efficacement les dérives du secteur qui se multiplient comme des petits pains sous nos yeux incrédules. Aujourd'hui, nous assistons bien à l'émergence d'une nouvelle forme de croyance qu'il est impératif d'appréhender, une technoreligion avec ses adeptes, ses prophètes et son dieu : l'intelligence artificielle (IA).

"Le service public permet de voir loin, avec une ambition pour le collectif"

IT for business, 11/2024, n° 2299, p. 30

Interview de Marc Demouveau, DSIN du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Formation des équipes IT : la DSI élargit son arsenal [Dossier]

IT for business, 11/2024, n° 2299, p. 54-63

Au sommaire :

- Cloud, IA et cybersécurité, le tiercé gagnant
- Formation en salle ou à distance, pourquoi choisir ?
- Les apports de l'IA générative à la formation
- Ces entreprises qui ont monté leur propre école

50 idées de rubriques pour votre mag' [Dossier]

Brief magazine, 11/2024, n° 122, p. 23-35

Un édito, des portraits, un agenda, un dossier, une page quartiers, une autre travaux, sans oublier la fameuse séquence "réseaux sociaux". . . On a beau vouloir repenser sa formule, on n'échappe pas moins aux rubriques incontournables en presse territoriale qu'un boulanger aux croissants ou à la baguette pas trop cuite. Mais les figures imposées n'empêchent pas l'originalité dans le traitement, d'une part, ni les idées originales par ailleurs. On vous en propose quelques-unes, toutes déjà testées par au moins une collectivité en France. . .

Numérique et service public : aubaine ou traquenard ? [Dossier]

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 11/2024, n° 379, p. 29-63

La route vers des services publics dématérialisés de qualité est loin d'être un long fleuve tranquille. Dans ce difficile cheminement vers un numérique utile aux services publics et à leurs usagers se nichent de nombreuses embûches : enchevêtrement voire concurrence des compétences, bureaucratie persistante, technicisme numérique faisant fi de l'inclusion, agents insuffisamment formés . . . Et comme si cela ne suffisait pas, vient s'ajouter à ces obstacles la vulnérabilité aux cyberattaques comme aux arnaques en ligne, qui prolifèrent autant les unes que les autres.

C'est ce tableau des services publics numérisés de prime abord bien sombre, que dresse "Le Courrier des maires" à travers cette enquête.

Un tableau à regarde en face pour construire un numérique utile aux citoyens et aux administrés, et donner toutes leurs chances aux initiatives locales d'innovation qui elles aussi, heureusement, ne manquent pas.

https://www.courrierdesmaires.fr/article/quand-l-innovation-numerique-rencontre-son-

Compar:IA / Ministère de la Culture, 2024, consulté le 12/11/2024

https://languia.stg.cloud.culture.fr/

Le comparateur Compar:IA est développé dans le cadre de la start-up d'État Compar:IA (incubateurs de l'Atelier numérique et AllIAnce) intégrée au programme beta.gouv.fr de la Direction interministérielle du numérique (DINUM) qui aide les administrations publiques à construire des services numériques utiles, simples et faciles à utiliser.

Management/Ressources humaines

Non, les microtâches ne vous font pas gagner en productivité

lesechos.fr, 15/11/2024, 1mm11

https://www.lesechos.fr/travailler-mieux/vie-au-travail/video-non-les-microtaches-

Les Mots du travail, épisode 1/5. Vous profitez de chaque moment libre de la journée pour répondre à un mail, relire des slides, faire de la veille ? Vous microtravaillez, et vous pensez gagner du temps. Raté.

Risques professionnels: front commun contre les accidents graves ou mortels

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 24-26

https://www.lagazettedescommunes.com/954346/front-commun-contre-les-accidents-

Il n'existe pas de données globales sur les accidents graves du travail, parfois mortels, qui touchent les agents territoriaux. Toutefois, il est nécessaire d'analyser les causes de ces drames et de renforcer la prévention des risques.

La réunionite, une maladie qui se soigne

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 28 https://www.lagazettedescommunes.com/954187/la-reunionite-une-maladie-qui-se-soigne/

Propension à organiser des réunions inutiles, la réunionite est une dérive qui concerne tous les services. Des remèdes existent.

Services publics : « Les démissions d'agents sont massives »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 22-23 https://www.lagazettedescommunes.com/954224/les-demissions-dagents-sont-massives

Romain Pudal, directeur de recherche au CNRS, et Jérémy Sinigaglia, maître de conférences en sciences politique à l'Université de Strasbourg sont les auteurs de l'ouvrage "Le nouvel esprit du service public". Ils démontrent comment la rationalisation et le démembrement des services publics ont conduit les agents à exprimer une perte de sens de leurs missions.

GEPP / GPEC : comment gérer les talents en période de changement ?

Mag des compétences, 07/11/2024

https://www.comundi.fr/mag-des-competences/gepp-gpec-comment-gerer-les-talents-

En cours d'activité et plus particulièrement à certains moments stratégiques, l'entreprise doit anticiper ses besoins en compétences et en effectifs. Les démarches comme la GEPP (ex-GPEC) lui permettent d'aligner ses ressources avec les objectifs qu'elle se fixe à moyen et à long terme. En quoi consistent les stratégies préalablement évoquées et comment réussir une démarche GEPP et de gestion des talents en entreprise ?

Aligner les jours de carence dans la fonction publique sur le privé : une mesure surtout idéologique ?

TheConversation.com, 05/11/2024

https://theconversation.com/aligner-les-jours-de-carence-dans-la-fonction-publique-

Aligner le délai de carence du public sur le privé comme le propose le gouvernement Barnier, la mesure a tout de l'évidence. Et pourtant elle ignore les nombreuses recherches qui montrent qu'en la matière le soi-disant « bon sens » n'est pas la solution. En effet, les dégâts du présentéisme doivent être intégrés à la décision.

Peut-on encore être DGS ? [Dossier]

Lettre du cadre territorial (La), 11/2024, n° 582, p. 28-37

Au sommaire:

- Un métier impossible ?
- Ingérables ces élus ?
- DGS, un poste précaire ?
- La solitude. . . et comment y faire face
- Le burn-out, destin inéluctable du DGS ?
- Manager sans budget, la quadrature du cercle ?
- Un métier peut attractif?
- L'oeil de l'experte : Soraya Fontaine-Kessar, DGS de la ville de Gennevilliers

Un 360° pour faire progresser les compétences managériales

Lettre du cadre territorial (La), 11/2024, n° 582, p. 54-55

Importés des Etats-Unis, le dispositif de feedback multifacette commence timidement à se diffuser dans l'univers territorial. Reste à lever quelques appréhensions qui bloquent, pour le moment, la généralisation de l'outil.

Outre-Mer

Gestion de l'eau : les élus ultramarins veulent des crédits pour agir

Maire-info.com, 19/11/2024

https://www.maire-info.com/congres-amf/gestion-eau-les-elus-ultramarins-veulent-credits

Confrontés à la vétusté des réseaux et aux conséquences du réchauffement climatique, les maires demandent à l'État de soutenir leurs efforts qui doivent s'adapter aux spécificités de chaque territoire. Le gouvernement n'a, pour l'heure, pas répondu à leurs attentes.

GRAND FORMAT. "Nous sommes les oubliés de la République" : en Outre-mer, plus de 20.000 enfants restent encore à la porte de l'école

Francetvinfo.fr, 19/11/2024

https://la1ere.francetvinfo.fr/grand-format-nous-sommes-les-oublies-de-la-republique-

La journée internationale des droits de l'enfant, ce mercredi 20 novembre, est une nouvelle occasion de rappeler que l'égalité des chances et l'accès à l'éducation a du mal à se frayer un chemin Outre-mer. Des milliers d'enfants sont privés d'école faute de place pour les accueillir et plusieurs dizaines de milliers d'élèves sont confrontés à des classes surpeuplées, des bâtiments qui ne répondent pas aux normes d'hygiène et de sécurité, des problèmes de recrutements d'enseignants ou encore des transports en commun défaillants.

Nouvelle-Calédonie : l'AMF et les maires calédoniens demandent des moyens d'urgence Maire-info.com, 19/11/2024

https://www.maire-info.com/congres-amf/nouvelle-caledonie-amf-les-maires-caledoniens

Les représentants des deux associations de maires calédoniens alertent sur la situation économique et sociale catastrophique dans l'archipel. Devant un «risque d'effondrement budgétaire en 2025 », ils demandent à l'Etat, avec le soutien de l'AMF, des mesures financières exceptionnelles pour reconstruire, maintenir les services publics et compenser les pertes de recettes.

Des « gilets jaunes » à la révolte en Martinique : comprendre les mobilisations contre la vie chère / BERNARD DE RAYMOND Antoine

TheConversation.com, 13/11/2024

https://theconversation.com/des-gilets-iaunes-a-la-revolte-en-martinique-comprendre-

Depuis plusieurs semaines, un mouvement de révolte contre la vie chère embrase la Martinique. Cette mobilisation a de nombreux points communs avec le mouvement des « gilets jaunes » ou d'autres mobilisations à travers le monde, notamment dans les pays du Sud. Quelles sont leurs caractéristiques ? Quel est leur débouché politique ? Analyse. »

Martinique: contre la vie chère, un collectif atypique / CONSTANT Fred

TheConversation.com. 05/11/2024

https://theconversation.com/martinique-contre-la-vie-chere-un-collectif-atypique-242869

Le couvre-feu vient d'être levé en Martinique ce mardi 5 novembre, alors que l'île connaît, depuis le mois de septembre, un important mouvement contre la vie chère et des émeutes urbaines. Radiographie d'une révolte orchestrée par un collectif atypique, le RPPRAC (Rassemblement populaire pour la protection des populations et des ressources afro-caribéennes) dont le leader, sans emploi et sans expérience militante, s'est fait connaître grâce aux réseaux sociaux.

Rivière-Pilote rejoint le dispositif TZCLD

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 54

La commune martiniquaise développe des activités de maraîchage et de production de cercueils pour lutter contre le chômage.

Nouvelle-Calédonie : sortir de la violence, renouer le dialogue / ROBERT Antoine Terra nova, 07/10/2024

https://tnova.fr/democratie/politique-institutions/nouvelle-caledonie-sortir-de-la-violence-

Après les violences qui ont dévasté l'île en mai dernier, la date du 24 septembre, rappelant la prise de l'île par la France en 1853, constituait un moment important qui a confirmé l'apaisement des tensions. Dans son discours de politique générale, le Premier ministre a annoncé le report des élections provinciales « jusque fin 2025 » et l'abandon du projet de loi constitutionnelle de dégel du corps électoral. Le moment est opportun pour renouer le fil du dialogue politique entre les communautés.

Sécurité civile et publique

Travailler avec. . . les référents sûreté

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 67

Ces agents de la gendarmerie réalisent des études de sûreté des sites et accompagnent les collectivités dans la mise en place de la vidéo-protection.

L'autisme un guide pour les officiers et le personnel de police et de gendarmerie Autisme France, 2020, 21 p.

https://www.autisme-france.fr/lautisme-un-quide-pour-les-officiers-et-le-personnel-de-police-

Ce guide fournit des informations générales sur l'autisme et a pour but d'aider tous les officiers et agents de police et le personnel qui peuvent être amenés à être en contact avec des personnes autistes à assumer leurs responsabilités.

Ce guide a été conçu pour servir de référence régulière. Chaque chapitre peut être lu séparément et vous pouvez vous y plonger pour consulter les informations relatives à votre rôle.

Services techniques et transitions écologiques

Changement climatique : comment les villes se préparent aux extrêmes climatiques [dossier] Monde (Le), 19/11/2024, n° 24846, p. 30-31

https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/11/14/comment-des-villes-se-preparent-

Anticipant l'intensification des catastrophes naturelles liée au réchauffement, certaines communes françaises ont entrepris des aménagements pour réduire les risques.

Ces catastrophes affectent toutes les infrastructures, obligeant les entreprises et l'État à repenser les pratiques et en particulier les transports.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/11/15/changement-climatique-des-reseaux https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2024/11/16/catastrophes-naturelles-serons-

Démocratie locale : L'énergie au coeur d'une réflexion citoyenne

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 79

EPT Plaine commune (Seine-Saint-Denis) 9 communes - 450 000 hab.

Pendant plusieurs mois, 78 citoyens ont défini leur vision de l'énergie sur le territoire, puis 91 actions ont été retenues.

Changement climatique : Ces aménagements qui font chuter le thermomètre

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 76 Cuers (Var) 12 600 hab.

Après un épisode de chaleur intense en 2022, la ville a reformulé ses projets autour du credo "ville basse température l'été"

Economie et partage des ressources en eau : une série de fiches du Cerema

Cerema.fr, 14/11/2024

https://www.cerema.fr/fr/actualites/economie-partage-ressources-eau-serie-fiches-du-cerema

Les quatre premières fiches de cette série sont parues. Elles portent sur la réutilisation des eaux usées traitées en agriculture, pour préserver le milieu récepteur, avec une expérience menée à Château-Renault par deux agriculteurs, sur des économies de l'eau dans les espaces verts et les bâtiments communaux à Mérignac et sur l'optimisation de l'arrosage des espaces verts.

Climat Libé Tour : Nantes-Loire Atlantique, tous dans le même bateau

Libération, 14/11/2024, n° 13485, supp. I-VIII

Déforestation, surexploitation agricole, pêche durable, érosion des littoraux . . . Et si la transition écologique se jouait dans nos campagnes ?

- Loire-Atlantique, des terres en eaux troubles
- Érosion du littoral : «vivre avec» plutôt que «lutter contre»
- Une pêche durable est-elle encore possible ?
- Un scénario pour sortir les «oubliés» de l'extrême pauvreté tout en respectant les limites planétaires
- Le lac de Grand-Lieu, un sanctuaire menacé

https://www.liberation.fr/forums/loire-atlantique-des-terres-en-eaux-troubles-20241114

https://www.liberation.fr/forums/erosion-du-littoral-vivre-avec-plutot-que-lutter-contre-20241113

https://www.liberation.fr/forums/une-peche-durable-est-elle-encore-possible-20241114

Les schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 54-56

https://www.lagazettedescommunes.com/953992/les-schemas-regionaux-de-raccordement-

Le décret du 10 juillet 2024 traduit, dans la partie réglementaire du code de l'énergie, les modifications du régime des schémas régionaux de raccordement au réseau des énergie renouvelable (S3RENR). Le texte détaille le régime applicable aux producteurs dont les ouvrages de raccordement ne sont pas prévus par le schéma en vigueur. Il fixe un encadrement efficace des S3RENR avec une déclinaison des étapes d'élaboration et de révision assurant une meilleure fluidité au dispositif et une planification plus robuste de ces schémas.

Bâtiment : construire moins, réhabiliter plus [dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 32-37

https://www.lagazettedescommunes.com/955359/construire-moins-rehabiliter-plus/?

Les contraintes pesant sur la construction neuve se multiplient : ZAN, neutralité carbone, recours des riverains contre les projets neufs pour cause de sensibilité environnementale, réglementation de plus en plus contraignante... La réhabilitation offre des avantages indéniables, comme la décarbonisation, le recyclage des matériaux, la remise à niveau de patrimoines immobiliers devenus obsolètes, notamment sur le plan thermique. Les maîtres d'ouvrage, entreprises et ingénieurs préfèrent raser pour reconstruire, car il est plus simple de partir d'une feuille blanche. Le surcoût engendré représente un frein, car l'impact carbone du neuf n'entre pas encore dans l'équation.

De la poubelle individuelle à la collecte sur l'espace public : rendre accessibles des différentes étapes de la collecte des déchets

Cerema.fr, 08/11/2024

https://www.cerema.fr/fr/actualites/poubelle-individuelle-collecte-espace-public-rendre

Dans le cadre d'un atelier collaboratif animé par le Cerema et Nantes Métropole, les collectivités participantes ont défini des recommandations pour s'assurer de l'accessibilité pour tous des différentes étapes de la collecte des déchets.

Comment créer des cartes en toute simplicité

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 60-61

Simple comme une carte. Mode de communication universel, la cartographie est désormais à portée de toutes les communes. Suivez le guide.

https://cartes.gouv.fr/

https://umap.incubateur.anct.gouv.fr/fr/

https://www.insee.fr/fr/statistiques/3640429

Quand la défense de la biodiversité infuse tout un territoire

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 40

Progressivement, l'ensemble du Pays fléchois s'est transformé en territoire vert.

Sa méthode : une sensibilisation des élus et des moyens alloués importants.

Écoresponsabilité : les sciences comportementales accompagnent la transition écologique / Direction Interministérielle de la Transformation Publique, 14/10/2024

https://www.modernisation.gouv.fr/actualites/ecoresponsabilite-les-sciences-comportementales-

Consommation d'énergie, d'eau, achats de vêtements. . . A travers une série de rapports s'appuyant sur les sciences comportementales, la DITP accompagne les politiques publiques environnementales et propose un éclairage sur les freins et des pistes d'action concrètes.

Social/Santé

« Les représentations du ghetto ne sont pas fondées » - Pierre Gilbert, sociologue

Lagazettedescommunes.com, 20/11/2024

https://www.lagazettedescommunes.com/955202/les-representations-du-ghetto-ne-sont-

Pierre Gilbert, sociologue et politiste, qui consacre ses travaux à l'exploration de l'habitat et des quartiers populaires, a voulu revenir à l'origine de la notion de "ghetto". Il estime que la réalité est tout en nuances. Explications.

Prévention : "L'aller vers", au profit de la santé des femmes

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 71

CA de Béthune-Bruay Artois-Lys-Romane (Pas-de-Calais) 100 communes - 275 300 hab.

Une infirmière et une médiatrice du projet "vers elles, en santé" aident les femmes à retrouver un accès aux soins et à la santé.

Matthieu Gautier: "Faisons confiance aux jeunes!"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 66

Matthieu Gautier a été chef de service à la mission "jeunesse" du département de la Gironde, chargé de construire un nouveau plan destiné à améliorer la situation des jeunes. Une expérience riche, dont il a tiré un livre ("Politiques territoriales de jeunesse", éditions Berger Levrault, 096/2024)

Quand la ville redonne du pouvoir d'achat à ses habitants

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/11/2024, n° 2741, p. 69 Mornant (Rhône) 6 300 hab.

La commune construit une offre de produits et de services, dont elle négocie les tarifs pour ses habitants

Handicap : le dispositif intégré d'un établissement social et médicosocial enfin précisé

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 13/11/2024

https://www.lagazettedescommunes.com/955168

Le décret du 5 juillet 2024 relatif aux modalités de fonctionnement en dispositif intégré des établissements et services médicosociaux reprend essentiellement les principes qui régissaient le fonctionnement des dispositifs intégrés des instituts thérapeutiques éducatifs et pédagogiques. Ce fonctionnement permet de changer l'accompagnement ou la scolarisation, sans dépendre d'une nouvelle notification de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Décryptage.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049889025

Transition écologique : ce qu'il faut retenir de la loi du 5 avril 2024 favorisant le réemploi des véhicules

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/11/2024, n° 2740, p. 52-53 https://www.lagazettedescommunes.com/953993/ce-quil-faut-retenir-de-la-loi-du-5-avril-2024-

Dans le cadre de services de mobilité solidaire, les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) peuvent remettre des véhicules destinés à la destruction au bénéfice des populations les plus précaires. Cela s'exerce par le biais d'une convention locale conclue, sur la base du volontariat, entre les différentes parties prenantes. Les conditions d'éligibilité des véhicules et des bénéficiaires du dispositif seront précisées dans un futur décret.

Le maire et les migrants

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 82

Maire de Pessat-Villeneuve (745 habitants, Puy-de-Dôme), Gérard Dubois a réussi à pérenniser l'accueil de réfugiés dans un ancien centre de vacances de sa commune.

L'avenir des EHPAD publics en question

Maires de France, 11/2024, n° 428, p. 10-11

Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont à bout de souffle. Le constat, largement partagé par les élus, exige des réponses.

Les baby-boomers ne vieilliront pas tous chez eux.

De « nouveaux » praticiens contractuels pour neutraliser le recours à l'intérim médical ? / CHAZAL Arnaud

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 11/2024, n° 11, p. 558-562

La présente contribution entend présenter le nouveau cadre de recours aux praticiens contractuels dans les hôpitaux publics. Deux ans après son entrée en vigueur, force est de constater que la réforme n'a pas abouti aux résultats espérés. La souplesse attendue dans la gestion des ressources médicales n'a, d'une part, pas été constatée dans les établissements. Elle n'a pas réussi, d'autre part, à juguler les « dérives préoccupantes et mal maîtrisées » de l'intérim médical.

Quand l'Union européenne s'attaque au bruit

Lettre du cadre territorial (La), 11/2024, n° 582, p. 48-49

Le bruit représente la deuxième plus grande menace pour la santé environnementale en Europe. Plus de 100 millions de citoyens, soit 20% de la population de l'Union européenne, sont exposés à des niveaux sonores excessifs. La Commission a remis un coup de pression aux Etats qui ne fournissent pas assez d'efforts, dont la France.

Rapport pauvreté 2024 : quand la solidarité s'éloigne

Secours catholique, 11/2024, 1.39mn

https://youtu.be/gVLGwQaAogk?si=EAmGzH-XcMZ1WmKG

Le Secours Catholique publie son rapport statistique annuel sur l'état de la pauvreté en France. Les prestations sociales sont la principale ressource des ménages accueillis par le Secours Catholique. Mais l'éloignement géographique des services publics ainsi que le rétrécissement des droits et des conditions d'accès rendent cette solidarité de plus en plus difficile d'accès.

- 555€ : c'est le niveau de vie mensuel médian des personnes accueillies
- Un tiers des personnes éligibles au RSA ne le perçoivent pas.
- 25% des ménages rencontrés sous sans ressources. Un triste record ! https://www.secours-catholique.org/sites/default/files/03-Documents/RS24.pdf

Des enfants à protéger. 70 propositions pour agir vite

Fondation Jean Jaurès, 11/2024, 42 p.

https://www.jean-jaures.org/publication/des-enfants-a-proteger-70-propositions-pour-agir-vite/

Si trop d'enfants en France sont en situation d'extrême vulnérabilité, privés des conditions de protection auxquelles ils ont droit, le secteur de la protection de l'enfance subit une crise sans précédent. À la veille du 20 novembre 2024, journée internationale des droits de l'enfant, de nombreux acteurs impliqués dans la protection de l'enfance appellent, à travers 70 propositions, à des actions concrètes pour restaurer la crédibilité et l'efficacité de ce service public.

Protéger les victimes de violences conjugales et prévenir les féminicides

Centre Hubertine Auclert, 2024, 120 p.

https://www.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/medias/ETUDE_Outils

Cinq ans après le Grenelle des violences conjugales et profitant du cadre propice du projet régional de formation des forces de sécurité, cette étude analyse le masque de plainte et la grille d'évaluation du danger, deux outils développés et rendus obligatoires afin d'évaluer le danger encouru par les victimes de violences conjugales et harmoniser le recueil de leur parole sur l'ensemble du territoire. Cette étude se fonde sur les données collectées dans le cadre du projet régional de formation des forces de sécurité mené en 20231 (questionnaires, fiches-bilan) ainsi que sur des entretiens auprès des effectifs de le police nationale et des personnes expertes.



Pour aller plus loin...

Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

https://democraties.media/

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH (fonction-publique.gouv.fr)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

https://labase.anct.gouv.fr/

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment » https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

http://www.territoires-audacieux.fr/

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

https://www.banguedesterritoires.fr/collectivites-epl

La 27^{ème} Région

http://www.la27eregion.fr/

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

https://www.facebook.com/LaBaseNA

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

http://www.millenaire3.com

Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant ici





Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires

de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1 www.cnfpt.fr

Directrice de publication : Alexa Rouez

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand

Tél.: 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS